contre lesquelles l'assistance de la Société de la Croix-Rouge devient nécessaire. La Direction générale a donc décidé de refuser de prendre à sa charge la léproserie de Yambourg, mais pour témoigner son intérêt à cette œuvre réellement méritoire, elle lui octroie un subside de dix mille roubles pour lui permettre de continuer son activité.

F. THORMEYER.

SERBIE

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ SERBE DE LA CROIX-ROUGE, DU 16 AVRIL 1890

ARTICLE PREMIER

But et activité de la Société.

La Société qui s'est constituée au commencement de l'année 1876 sous le nom de: « Société serbe de la Croix-Rouge » a pour but:

1° *En temps de guerre*: de seconder le service sanitaire de l'armée dans les soins à donner aux soldats malades et blessés;

2° *En temps de paix*: de préparer, d'accord avec le service sanitaire de l'armée, tout ce qui est nécessaire pour rendre efficace son concours en temps de guerre.

Si, cependant, ses moyens le permettent, la Société peut étendre son activité aussi en temps de paix, en se portant au secours des victimes des calamités publiques, telles que épidémies, inondations, grands incendies, tremblements de terre et autres cas semblables.

Un règlement détaillé sur les attributions de la Société en temps de guerre sera élaboré par le ministre de la guerre d'accord avec le Comité central de la Société de la Croix-Rouge.

ART. 2

Base et emblème de la Société.

L'activité de la Société serbe de la Croix-Rouge a pour base les décisions de la Conférence internationale de Genève du mois d'octobre 1863 et, plus spécialement, la Convention internationale de Genève du 10/22 août 1864, à laquelle le gouvernement serbe a adhéré le 24 mars 1876.

En conséquence, la Société a pour emblème « la croix rouge sur fond blanc ».

La Société est seule autorisée à permettre, au besoin, aux particuliers, qui ne font pas partie de l'armée, de se servir de cet emblème.

ART. 3

Protecteur de la Société.

La Société serbe de la Croix-Rouge est placée sous le haut patronage de Sa Majesté le Roi.

ART. 4

Membres de la Société.

Les membres de la Société se divisent en membres fondateurs, membres ordinaires et membres honoraires.

Membre fondateur est celui qui contribue au but de la Société par un versement unique d'au moins 1000 francs.

Membre ordinaire est celui qui s'engage à payer annuellement au moins fr. 6, ou verse à la caisse de la Société fr. 100 une fois pour toutes.

Membre honoraire est celui que l'assemblée générale annuelle élit comme tel pour services signalés, rendus à la Société.

ART. 5

Conseil d'Administration de la Société.

Les affaires de la Société sont gérées par :

- 1° Le Comité central, siégeant à Belgrade, qui fonctionne en même temps comme comité local pour la ville de Belgrade ;
- 2° Les comités de districts ;
- 3° Les sous-comités d'arrondissements et locaux.

ART. 6

Comité central.

Le Comité central se compose de 18 membres domiciliés à Belgrade, élus, pour une période de trois ans, par l'assemblée générale annuelle. Tous les ans un tiers des membres sortent du Comité central, cependant ils peuvent être réélus par l'assemblée générale.

Le Comité central pourvoit lui-même aux places devenues vacantes dans son sein, mais son choix n'a de valeur que jusqu'à la prochaine assemblée générale annuelle.

Le Comité central entretient des rapports directs avec les différents comités et sous-comités du pays, et leur donne les instructions nécessaires pour l'accomplissement de leur tâche. Ses instructions sont obligatoires pour ces organes. Au Comité central incombe la gestion suprême des affaires sociales.

Le Comité central se subdivise, suivant les besoins, en sections : a) internationale, b) sanitaire, c) financière.

Le Comité central prend ses décisions à la majorité des voix des membres présents à la séance. Les membres sont convoqués par lettre spéciale ou par le moyen des journaux. En cas d'égalité de voix, celle du Président décide.

ART. 7.

Bureau du Comité central.

A la tête du Comité central sont un président et un vice-président choisis par le Comité même, parmi ses membres, pour la durée d'une année.

Le Comité central choisit également, parmi ses membres, deux secrétaires et un caissier.

Chaque section choisit son président parmi ses membres.

Tout ce personnel constitue le Bureau de la présidence à qui incombe la direction des travaux de la Société.

Le président et, en cas d'empêchement, le vice-président du Comité central, est chargé de l'exécution de ses décisions, il est l'intermédiaire entre la Société et les autorités publiques

ART. 8.

Attributions du Comité central.

Les attributions du Comité central sont :

1° De représenter la Société devant toutes les autorités du pays, devant le Comité international de la Croix-Rouge à Genève et devant les Comités centraux de la Croix-Rouge des autres pays.

2° De gérer toutes les affaires de la Société en temps de paix et en temps de guerre et d'administrer tous les biens que possède la Société en conformité du but indiqué à l'article premier des présents statuts.

Cependant, dans les circonstances exceptionnelles et en temps de guerre, à partir du jour de la publication de l'ordre de mobilisation de l'armée jusqu'à la cessation de l'état de guerre, le Bureau de la présidence du Comité central remplace de plein droit le Comité central dans toutes ses attributions et gère toutes les affaires qui sont de sa compétence.

ART. 9.

Représentant du Ministère de la guerre.

Pour faciliter les rapports entre la Société de la Croix-Rouge et le ministère de la guerre en sa qualité d'autorité sanitaire supérieure de l'armée, le chef du service sanitaire au ministère de la guerre ou un autre officier supérieur du service sanitaire est adjoint au Comité central avec droit d'assister aux séances du Comité central, ou même, en temps de guerre, aux séances du Bureau de la présidence, avec voix consultative.

Ce représentant a pour tâche d'attirer l'attention du Comité central ou du Bureau de la présidence sur les besoins de l'armée, de lui indiquer les voies les mieux appropriées en vue de l'accomplissement du but social, de faciliter ses rapports avec le ministère de la guerre et les établissements sanitaires de l'armée et de prêter son concours pour l'exécution des décisions qui ont été prises.

ART. 10.

Comités de districts, sous-comités d'arrondissements et locaux, leurs attributions et leurs rapports avec le Comité central.

Sont institués, en qualité d'organes de la Société, dans les chefs-lieux de districts, d'arrondissements et autres localités, des comités de districts, des sous-comités d'arrondissements et locaux.

Ces comités et sous-comités sont formés des membres de la Société habitant la localité, et comptent de six à neuf membres par comité, choisis pour la durée de trois ans

Les comités de districts et les sous-comités d'arrondissements et locaux choisissent tous les ans, parmi leurs membres, un président, un vice-président, un caissier et un secrétaire qui forment le Bureau de la présidence de la localité, lequel, en temps de guerre, remplace les comités et les sous-comités dans la sphère de leurs attributions.

La sphère d'action des comités et des sous-comités est bornée par les limites de la circonscription administrative dans laquelle ils se sont formés. Cependant, les comités de districts ont dans leur dépendance tous les sous-comités d'arrondissements et locaux existant dans le district, et ils sont tenus d'exécuter ses ordres.

Ils entretiennent des rapports directs avec les autorités administratives et communales.

Les comités de districts et les sous-comités d'arrondissements et locaux administrent les biens de la Société qui se trouvent dans leur sphère d'action, les premiers jusqu'à la remise des comptes au Comité central, les seconds et les troisièmes jusqu'à la remise des comptes au Comité de district

ART. 11.

Commissaires et Délégués de la Société.

Le Comité central a la faculté, après entente préalable avec le Ministère de la guerre, d'envoyer au besoin des commissaires spéciaux, choisis parmi ses membres ou les membres des comités de districts, auprès de chacun des corps d'armée ; ces commissaires ont pour tâche d'entretenir des relations directes entre la Société et le service sanitaire de ce corps d'armée et, agissant toujours d'accord avec le dit service, de s'appliquer à satisfaire les besoins des malades et blessés si la coopération de la Croix-Rouge devenait nécessaire.

Ces commissaires sont nommés par le Bureau de la présidence du Comité central et mis à la disposition du ministre de la guerre ; celui-ci les munit du permis de circulation nécessaire pour l'accomplissement de leur tâche et les dirige sur le corps d'armée auquel ils sont attachés.

Ces commissaires étant les représentants accrédités de la Société de la Croix-Rouge auprès des unités respectives de l'armée disposent, en cette qualité, de tout le matériel social qui se trouverait près de ces unités.

Aussi longtemps qu'ils remplissent ces fonctions il entretiennent des rapports directs avec les autorités militaires et civiles, avec le Comité central et avec les comités et sous-comités de l'arrondissement militaire auquel ils sont attachés.

Le Comité central est également autorisé à envoyer hors de la Serbie, ainsi que dans les localités de la Serbie où il n'y a point d'organes de la Société, des délégués qui ont principalement pour tâche de défendre les intérêts matériels de la Société.

Ces délégués sont nommés d'une manière permanente ou seulement temporairement par le Comité central et c'est lui qui leur donne les instructions nécessaires.

ART. 12.

Fortune sociale.

La fortune sociale se compose :

- 1° Des revenus ordinaires et extraordinaires de la Société.
- 2° Des objets mobiliers et immobiliers, achetés ou reçus en don.

La fortune de la Société est administrée par le Comité central. C'est lui qui garde la caisse principale où sont versés :

- 1° Toutes les contributions recueillies à Belgrade ;
- 2° Les dons destinés directement à la caisse principale ;
- 3° Tous les excédents provenant des caisses des comités de districts après l'arrêté des comptes annuels.

Chaque comité de district et chaque sous-comité d'arrondissement et local a sa caisse dans laquelle sont versés :

- 1° Les contributions recueillies par ce comité ou sous-comité ;
- 2° Les dons faits à ce comité ou sous-comité ;
- 3° Les sommes que le comité ou sous-comité aurait reçues du Comité central.

Tous les sous-comités d'arrondissements et locaux envoient, dans la première quinzaine du mois de janvier, au comité de district un rapport sur leur gestion et un compte détaillé des revenus et dépenses pour l'année écoulée, ils lui font parvenir également leurs excédents en caisse.

Les comités de districts remettent leurs rapports et leurs comptes détaillés de l'année au Comité central vers la fin de janvier de chaque année.

En même temps que les comptes détaillés, ils transmettent au Comité central l'excédent de leurs revenus de l'année précédente, si cet excédent dépasse la somme de fr. 500, laquelle reste à la disposition du comité du district.

Le Comité central de la Croix-Rouge, ses comités et sous-comités, ainsi que les délégués de la Société en Serbie sont seuls autorisés à recevoir les dons en argent et en nature destinés aux malades et blessés en temps de guerre.

ART. 13

Assemblée générale.

L'assemblée générale annuelle se réunit tous les ans à Belgrade, si possible au mois de mars.

Tous les membres de la Société, tant de Belgrade que de la province, qui ont payé leur contribution pour l'année en cours ont droit de vote à l'assemblée générale.

A l'assemblée générale le Comité central lit son rapport sur la gestion générale pendant l'exercice écoulé et la situation financière de la Société. Ce rapport est publié.

L'assemblée générale choisit dans son sein les membres du Comité central pour la durée de trois ans. Elle choisit également dans son sein la commission de revision chargée de vérifier les comptes de la Société, au plus tard huit jours avant la convocation de l'assemblée générale.

Toutes les propositions qui seront présentées à l'assemblée générale doivent être soumises au président du Comité central au moins huit jours avant la convocation de l'assemblée. Ces propositions doivent être rédigées par écrit et motivées.

Les résolutions sont prises à la majorité des voix. En cas d'égalité de voix, celle du président décide.

Le vote des deux tiers des membres présents est exigé pour la modification des présents statuts.

ART. 14.

Droits et privilèges de la Société.

La Société serbe de la Croix-Rouge est une institution d'utilité publique et, en cette qualité, elle a droit à l'appui de toutes les autorités administratives et communales

La Société de la Croix-Rouge a droit à l'emploi gratuit de la poste et du télégraphe pour l'envoi de sa correspondance et de ses colis.

Pour les envois par chemin de fer et par bateaux, en temps de paix, elle a droit au tarif applicable aux transports militaires de l'Etat. En temps de guerre, les envois de la Société sont considérés comme transports militaires et tombent à la charge du gouvernement

Lorsque les organes de la Société voyagent par chemin de fer ou par bateau, en mission officielle, pour le compte de la Société, ils ont droit au tarif militaire et, en temps de guerre, au transport gratuit.

De même, la Société a droit à l'impression gratuite de ses publications de n'importe quel genre dans l'imprimerie de l'Etat.

Les membres du Bureau de la présidence du Comité central, des comités de districts, des sous-comités d'arrondissements et locaux, lorsqu'ils font partie du deuxième ban de l'armée nationale, sont exempts de tout autre service personnel, leur emploi à la Croix-Rouge étant considéré comme service à l'armée.

ART. 15.

Récompenses décernées par la Société.

Pour récompenser les services signalés rendus à la Société, en temps de paix, ou de guerre, sont instituées la « Croix de la Société » et l'« Adresse de remerciements de la Société. »

Ces récompenses sont accordées aux personnes qui, soit par des contributions importantes en argent ou en nature, soit par des services personnels rendus à la Société, dans la gestion de ses affaires et dans les soins donnés aux malades et blessés, se sont acquis un droit à sa reconnaissance spéciale.

Ces récompenses peuvent être accordées aussi aux membres fondateurs, considérés comme des bienfaiteurs spéciaux.

Les récompenses sont accordées par décision du Bureau de la présidence qui en informe le Haut-Protecteur de la Société et le Comité central.

ART. 16.

Revision des statuts.

Les présents statuts ne peuvent être modifiés sans une décision spéciale de l'assemblée générale (article 13) et l'approbation du Gouvernement royal.

Le Comité central a, cependant, le droit d'élaborer un règlement intérieur, en conformité de ces statuts, pour lui et pour les comités et sous-comités, de modifier et de refaire ce règlement suivant les besoins.

Le Président du Comité central,
Général M. LECHIANINE.

Le Secrétaire du Comité central,
Milan ST. MARKOVITCH.

Ministère de la Guerre, Service Sanitaire,
K. L. N° 1006.

J'approuve dans leur entier les présents statuts de la Société serbe de la Croix-Rouge.

Belgrade, 16 avril 1890.

*Le Président du Conseil des Ministres, Ministre
de la guerre par intérim général.*

(L. S.) S. GROUITCH.